

PRISE EN CHARGE DE LA SANTÉ MENTALE

Vers la création d'une commission nationale de pédopsychiatrie

Une commission nationale de pédopsychiatrie, qui aura la charge de mener une réflexion qui aboutira à la création d'un diplôme médical supérieur spécialisé en pédopsychiatrie, sera instituée dans les prochains jours par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

L'annonce solennelle de la création de cette structure, dont la présidence a été confiée au professeur Ould Taleb M., pédopsychiatre, a été faite par le professeur Boudef, psychiatre et président du Comité national de pédagogie au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en marge du congrès de psychiatrie organisé par le CHU de Tizi-Ouzou dans le cadre des 18^{es} journées médicochirurgicales de cet établissement hospitalo-universitaire.

Dans le microcosme médical spécialisé dans la prise en charge de la santé mentale et, particulièrement, de la pédopsychiatrie, la nouvelle ne manquera pas de faire sensation. Un réel petit scoop pour tous les professionnels chargés du suivi médico-psychiatrique des enfants et des adolescents qui constitue un segment négligé du système médical algérien. L'introduction de l'enseignement de la pédopsychiatrie dans le système de formation des sciences

médicales à l'université permettra, à long terme, de combler un déficit de formation dans cette discipline médicale estimé à 400 spécialistes.

Dans un document remis à la presse et présenté par le P^r Ziri, directeur général du CHU de Tizi-Ouzou, il est fait état d'énormes insuffisances en moyens matériels, humains et de structures de prise en charge. En plus du manque flagrant de spécialistes en la matière, il n'existe à travers le pays qu'une dizaine de structures sanitaires qui prennent en charge les enfants et les adolescents malades mentaux. Dans beaucoup de pathologies mentales fréquentes chez les enfants et les adolescents, c'est le recours aux méthodes traditionnelles qui

prédomine. Les pratiques magico-religieuses et les recommandations des «taleb» sont souvent appliquées pour éliminer, par exemple, les symptômes énurétiques chez l'enfant, déplore le psychiatre. Même si une prise de conscience au niveau des institutions et des politiques commence à émerger se traduisant par une volonté de prise charge des problèmes qui se posent, selon les termes, les chiffres fournis en disent long sur la grande prévalence des pathologies et des maladies liées à la santé mentale des enfants et des adolescents.

L'Algérie compte 80 000 autistes âgés de 18 mois à 17 ans. 20 000 enfants souffrent de diverses affections mentales comme le déficit

intellectuel, la psychose, les troubles anxieux... des maladies qui nécessitent une prise en charge spécialisée. Le nombre d'adolescents toxico-manes est estimé à 300 000. Leur âge varie entre 9 et 17 ans. A cela s'ajoute le phénomène du suicide chez l'enfant, qui prend de l'ampleur de jour en jour. La question de la maltraitance à l'égard des enfants a été évoquée durant cette rencontre organisée au CHU de Tizi-Ouzou. Des violences qui se manifestent par des formes diverses comme les brutalités physiques ou mentales, négligence ou abandon ou tout autre mauvais traitement et sévices, y compris sexuels. Une enquête initiée en 2001 par le ministère de la Solidarité place la maltraitance

ce physique au sommet des violences à l'égard des enfants. On parle d'un taux de 80,98% (échantillon non donné). Plus de 24% d'enfants ont subi des violences psychologiques, 10,97% ont subi des sévices sexuels, 8,53 ont subi des négligences ou d'autres formes d'exploitation. Dans 76, 82% des cas, les parents apparaissent comme les auteurs des maltraitances. Les enseignants viennent en deuxième position après les parents. Ces chiffres révélés par cette enquête datant de plus d'une dizaine d'années ne rendent pas compte de toute l'étendue et de l'ampleur du problème qui tend à devenir un véritable phénomène de société.

S. Aït Mébarek

LES MÉDECINS APPELLENT À CASSER LE SPECTRE

Entre 5 et 10% des diabétiques subissent une amputation

Sur les trois millions de diabétiques que compte l'Algérie, un tiers souffre de lésions au niveau du pied et entre 5 et 10% subissent une amputation du membre inférieur. Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme et proposent des solutions alternatives pour éviter les solutions extrêmes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)- Le diabète continue de faire des ravages. Le chef de service chirurgie du CHU de Blida considère, néanmoins, que les ravages au niveau des organes cibles ne sont pas une fatalité.

Le professeur Boukhateme plaide pour l'éloignement du spectre de l'amputation en faisant de la prévention. Il considère que les pathologies liées doivent être éle-



Photo : DR

Le diabète fait des ravages.

vées au rang de problème de santé publique et nécessitent une prise en charge multidisciplinaire.

L'amputation, dit-il, est certes la hantise

du patient et du médecin mais beaucoup d'amputations peuvent être évitées.

C'est d'ailleurs pour promouvoir les traitements alternatifs que le laboratoire Lad Pharma a organisé une journée d'information sur le produit Hebermin, une crème cicatrisante qui a déjà fait ses preuves.

Le président de la Fédération des associations de diabétiques a profité de cet espace pour évoquer le vécu des malades diabétiques. M. Bouceta indique que 20% des personnes atteintes de diabète ne sont pas assurées et ne peuvent, par conséquent, pas avoir accès aux médicaments sans compter les enfants qui sont également privés des prestations de la Sécurité sociale du fait de litiges qui opposent leurs parents à la Casnos, notamment.

N. I.

Algérie, une autre mémoire

Avec la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, le pouvoir prétend interdire la mémoire de l'affrontement avec le terrorisme islamiste. En vérité, c'est toute idée de conflit au sein de la société qu'il veut nier et délégitimer. La contestation de cette approche despotique de l'Histoire passe par la réhabilitation du patrimoine de luttres menées par notre peuple. Le souvenir est aussi un champ de lutte, un prolongement du combat politique.

Cette mémoire des luttres, des souffrances et des espoirs qu'elles ont portés est essentielle à la poursuite du combat pour l'émancipation sociale et politique.

Elle l'éclaire et le raffermir. Elle permet d'éviter la répétition d'erreurs et ouvre la voie à des expériences nouvelles. Des expériences non pas enfermées dans le passé, mais fortes de ce passé. Cette mémoire est le lien entre les différentes générations d'activistes sociaux et politiques.

On est moins tenté de protester quand on pense vivre

dans une société dans laquelle serait absente toute alternative de liberté, de progrès et de justice sociale.

C'est ce que s'acharnent à établir une classe politique obsolète, les forces de l'argent, le système éducatif et universitaire contraint par l'idéologie dominante et une presse trop souvent soumise à la logique néolibérale. En effaçant toute trace de certaines luttres, de certains acteurs en détournant le sens de certains événements.

Nous devons résister à cette hégémonie en opposant une autre mémoire. Une mémoire des luttres et mouvements de protestation populaires pour la libération et l'édification nationale, contre l'impérialisme, pour le recouvrement de l'identité nationale et la reconnaissance de tamazight, pour les droits de l'Homme, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, contre le terrorisme islamiste, pour les libertés syndicales ou pour la justice et la vérité. Autant de luttres dans lesquelles ont toujours été engagées les forces du changement radical.

Il faut opposer au processus de sélection des hommes et des faits qui font la matière de l'histoire officielle un travail patient de collecte de témoignages et de documents, à partir desquels pourraient s'organiser des échanges et la transmission à travers différents supports écrits et audiovisuels ainsi qu'à l'occasion de rencontres commémoratives. Il faut, surtout, élaborer une réflexion sur cette histoire pour en faire ressortir le sens. Car oui, l'Histoire a un sens.

Il s'agit donc d'engager un travail politique. Il peut s'appuyer sur la compétence des historiens, mais il doit d'abord et avant tout se baser sur l'engagement militant et citoyen. Le 50^e anniversaire de l'Indépendance offre l'occasion d'engager le débat sur l'écriture d'une autre histoire, une histoire populaire grâce à laquelle nous pourrions forger les réponses à apporter aux négationnistes et aux provocateurs qui à l'instar de l'ancien ministre de la Défense français traitent la mémoire comme ils traitent les vivants : par le mépris.

Prenons le pari que la révolution qui s'empare de toutes les sphères de la vie sociale et politique, en Algérie, peut gagner l'Histoire.

Afin d'entamer la mise en place d'un collectif pour une autre mémoire et lui tracer un programme de travail, une réunion se tiendra le samedi 17 novembre 2012 à 14h au siège national du MDS, sis 67, boulevard Krim-Belkacem (ex-Télémy) à Alger. La participation la plus large assurera le succès de l'initiative.

P. S. : différentes propositions sont déjà avancées comme la célébration des manifestations du 11 Décembre 1960, la commémoration de la disparition de Mohamed Sellami le 19 décembre 1994, hommage à Che Guevara à l'occasion de son dernier discours public lors de son passage à Alger le 24 février 1965, célébration des marches contre le terrorisme islamiste des 22 mars 1993 et 1994, hommage à Henri Maillot...

MÉDIAS

Maghreb Emergent instaure le prix Ali-Bey Boudoukha de l'Investigation de presse

Il y a un an, la communauté de la presse algérienne et une grande foule d'amis accompagnaient à sa dernière demeure Ali-Bey Boudoukha, 60 ans, journaliste décédé des suites d'une longue maladie. Professionnel de haute tenue, homme de radio, syndicaliste du service public, porteur de nombreux projets éditoriaux, militant pour les libertés, Ali-Bey Boudoukha était perpétuellement en quête de faits cachés à amener à la lumière du jour. La rédaction de *Maghreb Emergent*, sa dernière grande aventure professionnelle, a décidé d'honorer la mémoire de l'enquêteur-citoyen.

Un prix maghrébin de l'Investigation de presse sera décerné chaque année à la date du 9 novembre qui a vu la disparition de notre cher confrère. Il portera le nom de Ali-Bey Boudoukha. Plus de vingt ans après l'ouverture de la presse algérienne au pluralisme, le moment paraît être venu de promouvoir l'enquête indépendante de presse. Cet exercice, coûteux et téméraire, est celui qui fleurit le moins dans le vécu des rédactions de presse en Algérie et au Maghreb. Il participe ailleurs dans le monde à la régulation de la vie publique. En Algérie, «l'enquête de presse» a été trop souvent dévoyée, fonctionnant sur le mode univoque du rapport d'officines anonymes, exploité par des journalistes attitrés.

L'espoir soulevé par le printemps arabe nous invite à relancer le challenge civique et professionnel de l'Enquête indépendante de presse, respectueuse de toutes les règles de l'exercice, celle en particulier de faire parler avant publication les parties incriminées. Les sociétés du Maghreb souffrent des dérives de la corruption, de la chape des trafics d'influence, du détournement de l'argent public, des préjudices des conflits d'intérêts. Et par-dessus tout de l'impunité des puissants. La presse, avant la justice, détient une responsabilité pour dévoiler les pratiques qui délitent le contrat social, légitiment l'incivisme montant.

Le journal électronique *Maghreb Emergent* veut, symboliquement, encourager le travail d'investigation dans les rédactions en Algérie et dans le Maghreb, offrir une tribune et une protection aux professionnels de l'enquête journalistique, concourir à un rôle des médias plus dissuasif au profit d'une vie publique plus respectueuse du droit.

Le prix Ali-Bey Boudoukha y participera à son échelle, modeste mais enthousiaste. Les modalités du concours, la dotation du prix, la composition du jury et tous les détails attenants à la première édition seront rendus publics avant la fin du premier trimestre 2013.